

The logo for IRSN, with 'IRSN' in a bold, sans-serif font. The 'I' and 'R' are red, 'S' is blue, and 'N' is red. The 'N' has a white square cutout in its top-right corner.

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2011

Perception des risques par des leaders d'opinion

2011 PERCEPTION DES RISQUES PAR DES LEADERS D'OPINION

**Résultats d'une enquête réalisée auprès
d'un panel BVA**

Juin 2011

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

Marie-Hélène El Jammal

Statisticienne spécialisée dans les enquêtes, Service de l'ouverture à la société - Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN - Responsable du Baromètre IRSN – Rédaction du rapport

François Rollinger

Responsable du Service de l'ouverture à la société - Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN - Supervision du projet

Emmanuelle Mur

Bureau de la communication stratégique et scientifique - Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN – Coordination éditoriale

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

DSDP – Service de l'ouverture à la société
BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33
Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62
marie-helene.eljammal@irsn.fr

L'ÉDITION 2007 DE CE RAPPORT EST DISPONIBLE
SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :

www.irsn.fr > IRSN > Publications > Baromètre IRSN

SOMMAIRE

INTRODUCTION **4-7**

RÉSULTATS SAILLANTS **8-9**

PARTIE 1

**LES LEADERS FACE À
15 SITUATIONS À RISQUES**

PARTIE 2

**REGARDS DES LEADERS
SUR L'EXPERTISE**

PARTIE 3

**APRÈS FUKUSHIMA,
LES AVIS DES LEADERS SUR
L'INFORMATION ET L'AUDIT
DE SÛRETÉ**

10 - 17

CHAPITRE 1 *Le rôle des experts scientifiques* 20-21

CHAPITRE 2 *La diffusion des résultats
d'une expertise et ses freins* 22-25

CHAPITRE 3 *La perception des structures
pluralistes* 26-33

18 - 33

34 - 37

INTRODUCTION

Objectifs

En juin 2007, pour la première fois, l'IRSN avait interrogé un panel de leaders d'opinion (politiques, économiques et médiatiques) pour croiser leurs perceptions avec celles du public recueillies par le Baromètre IRSN. L'analyse effectuée avait montré certaines divergences de perception, sur un fond d'opinions largement partagées. Les leaders d'opinion avaient en moyenne, par rapport au public, une perception plus mesurée de l'ensemble des risques auxquels sont exposés les Français, tout en les hiérarchisant de la même manière, à quelques exceptions notables près. Par ailleurs, l'utilité des structures de concertation faisait la quasi-unanimité tant chez les leaders d'opinion que dans le public, mais pour des motifs différents. Selon les leaders, ces structures sont d'abord un outil d'aide à la décision et à la communication. Selon le public, elles contribuent à mieux identifier les risques et à les réduire.

Suite à l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011, l'IRSN a souhaité interroger à nouveau des leaders d'opinion. Cette enquête effectuée très rapidement après l'accident a pour objectif de recueillir leur perception à chaud sur l'information diffusée suite à la catastrophe et la manière de conduire l'audit du niveau de sûreté des réacteurs nucléaires français demandé par le Premier ministre.

L'analyse permettra aussi de mesurer quatre ans après l'évolution de leur perception sur le danger de situations à risques, de leur jugement sur l'expertise scientifique et de voir ainsi dans quelle mesure les leaders ont été marqués par la catastrophe.

Leurs réponses seront comparées à celles du public recueillies pour l'édition 2011 du Baromètre IRSN en gardant en mémoire que l'enquête du Baromètre IRSN s'était déroulée en décembre 2010, avant l'accident nucléaire du Japon.

Ainsi, pour conduire l'analyse des réponses de 2011, celles-ci sont mises en perspective, chaque fois que cela est possible, avec celles recueillies :

> auprès du même panel de leaders de BVA (395 leaders avaient répondu) en 2007 ;

> auprès du public dans le cadre du Baromètre IRSN¹ (1 009 personnes avaient répondu) fin 2010.

1.

Dès 1977, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (alors dénommé IPSN) a été chargé de l'évaluation des risques dus aux rayonnements ionisants et aux installations nucléaires et radiologiques, pour les travailleurs et pour le public. L'Institut a alors jugé nécessaire d'étudier les composantes psychologiques et sociales du risque afin de comprendre les mécanismes de l'opinion et de mieux prendre en compte les comportements des personnes concernées par la gestion d'un risque (crises, sites pollués, radon, etc.).

C'est dans ce cadre qu'a été créé en 1988 le Baromètre IRSN, une enquête annuelle d'opinion réalisée auprès du public. Cet outil, unique en France par le nombre des données et leur suivi dans le temps, permet à l'IRSN de suivre l'évolution des attitudes et des opinions du grand public sur les risques et la sécurité, notamment dans les domaines sanitaire, industriel, alimentaire, environnemental.

Méthodologie de l'enquête

Les enquêteurs de l'institut de sondage BVA ont interrogé par téléphone, du 28 mars au 29 avril 2011, un panel constitué de leaders d'opinion. Au total, 404 leaders ont répondu à une dizaine de questions.

Vision d'ensemble du panel BVA

Les 404 leaders d'opinion interrogés sont des décideurs appartenant aux univers politique, économique et médiatique. Ils se répartissent comme suit :

PANEL DE
404
LEADERS

130 LEADERS
DE L'UNIVERS
ÉCONOMIQUE

143 LEADERS
DE L'UNIVERS
POLITIQUE

131 LEADERS
DE L'UNIVERS
MÉDIATIQUE

+

+

99 chefs d'entreprise (parmi les 5 000 premières entreprises françaises)
> 50 du secteur secondaire
> 49 du secteur tertiaire
+
31 blogueurs influents

70 élus locaux :
> 40 maires de communes de plus de 5 000 habitants
> 30 conseillers régionaux et généraux
+
73 parlementaires (représentatifs des groupes politiques) :
> 41 députés
> 32 sénateurs

75 journalistes de presse écrite
> 45 de la presse quotidienne nationale
> 30 de la presse quotidienne régionale
+
36 journalistes audiovisuels
+
20 présidents d'agence de communication et de publicité

INTRODUCTION

Questionnaire

En dehors de celles posées sur l'accident nucléaire de Fukushima, les questions posées aux leaders d'opinion sont proches de celles du Baromètre IRSN. Pour la plupart, les libellés sont identiques afin d'effectuer aisément des comparaisons. Toutefois, certaines ont été adaptées pour répondre à la contrainte d'une enquête téléphonique. Elles se regroupent de la manière suivante.

> **Perception des risques par les leaders** : elle est mesurée par leurs réponses à la question « *Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés, très élevés ?* » Quinze situations leur sont proposées, parmi lesquelles les déchets radioactifs, la pollution atmosphérique, les centrales nucléaires, les produits alimentaires, les OGM.

> **Rôle des experts scientifiques** : quatre affirmations sont proposées aux leaders, qui apportent leur réponse suivant une échelle allant de « pas du tout d'accord » à « entièrement d'accord ». Deux affirmations traitent de la relation entre les experts et les décideurs (« *Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre* », « *Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques* »). Une autre porte sur la présentation des désaccords entre experts (« *Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord* ») et la dernière met en scène la précaution comme principe pour gérer un risque face aux doutes des experts (« *En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes* »).

> **Utilité et freins à la diffusion des résultats d'une expertise** : pour mieux comprendre les décisions prises en matière de risque, les leaders jugent-ils utile la mise en ligne sur Internet de tous les rapports d'expertise ? Quelles raisons, selon eux, pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique ? La lutte contre le terrorisme ? La propriété industrielle ?

> **Perception des structures pluralistes** : quels avantages les leaders voient-ils dans des structures de dialogue réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'intéresser à certaines situations à risques ? Qui, selon eux, doit y participer ?

> **Accident nucléaire de Fukushima** : quels types d'informations est-il préférable de diffuser pour informer au mieux les Français après un accident nucléaire comme celui du Japon ? Pour réaliser l'audit des réacteurs français demandé par le Premier ministre, quels engagements pourraient prendre ceux qui sont en charge de sa réalisation ? S'engager à répondre à toutes les questions posées par le public ? Nourrir leur expertise des questions du public ? Construire l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société porteurs des préoccupations du public ? Pour la réalisation de cet audit, en qui les leaders accordent-ils leur confiance : les organismes d'État en charge du contrôle en France ou un groupe d'experts français et internationaux ?

Ce rapport fournit toutes les statistiques brutes sur les réponses des 404 leaders interrogés par téléphone du 28 mars au 28 avril 2011.

Les réponses des leaders sont comparées à celles des Français interrogés à leur domicile du 3 au 15 décembre 2010 par l'institut de sondage BVA. 1 009 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu.

Ces comparaisons avec le public sont données à titre indicatif compte tenu des différences de passation des deux enquêtes : dates différentes (mi-avril 2011 pour les leaders, décembre 2010 pour le public) ainsi que le mode d'interrogation (téléphone pour les leaders, face-à-face pour le public).

RÉSULTATS SAILLANTS

LES LEADERS FACE À 15 SITUATIONS À RISQUES

Comme en 2007, les leaders d'opinion apparaissent relativement mesurés face aux risques que pourraient rencontrer les Français.

Leur perception du risque associé aux centrales nucléaires est significativement plus importante qu'en juin 2007 mais leurs craintes les plus prononcées concernent les risques de pollution et les déchets chimiques.

Leaders et public convergent pour classer les situations à risques selon leur importance, à quelques exceptions notables près.

EXPERTISE, TRANSPARENCE ET PLURALISME : LE REGARD DES LEADERS

Les leaders jugent de plus en plus utile la mise en ligne sur Internet des résultats de tous les rapports d'expertise et attachent encore plus d'importance que le public à la nécessité de rendre compte des points de désaccord entre experts.

Public et leaders se rejoignent majoritairement pour identifier les raisons légitimes (protection contre le terrorisme, secret défense) ou non (propriété industrielle, droits du commanditaire d'une étude) à la diffusion des résultats d'expertise.

L'utilité de structures de dialogue réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations pour « *s'occuper des situations à risques* » est indéniable pour les leaders d'opinion tout comme pour le public.

Au-delà des motifs de communication, les leaders y voient plus qu'en 2007 une contribution à l'évaluation des risques et leur réduction, se rapprochant ainsi du public.

APRÈS L'ACCIDENT NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA, LES ATTENTES DES LEADERS

Les principes de transparence et de pluralisme animent les leaders dans leurs attentes après un accident nucléaire comme celui du Japon :

> ils jugent important d'informer les Français au fur et à mesure de la crise de la manière la plus complète possible ;

> c'est une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires qu'ils attendent en y impliquant le public et des experts internationaux.

LES LEADERS FACE À

PARTIE 1

15 SITUATIONS À RISQUES

LES LEADERS FACE À 15 SITUATIONS À RISQUES

Des leaders d'opinion relativement mesurés face aux risques que pourraient rencontrer les Français avec des craintes plus prononcées sur les risques de pollution et relatifs aux déchets chimiques

Sur l'ensemble des risques testés, la majorité des leaders d'opinion perçoit un niveau de risque faible ou moyen pour les Français. Néanmoins, selon eux, les plus grandes craintes pour les Français concernent la pollution des sols (39 % déclarent ce risque élevé), la pollution atmosphérique (39 %) ou les déchets chimiques (37 %).

Ils sont moins nombreux à juger élevés les risques suivants : le bruit (34 % des leaders d'opinion estiment ce risque élevé), les déchets radioactifs (30 %), les installations chimiques (28 %), le terrorisme (28 %). Puis viennent les centrales nucléaires (24 %), les OGM (22 %), les incinérateurs de déchets ménagers (21 %), les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl (21 %) et les produits alimentaires (19 %).

Enfin, les antennes de réseau pour téléphones portables, la canicule et les radiographies médicales sont des risques considérés comme mineurs par les leaders d'opinion (respectivement 13 %, 9 % et 6 % déclarent le risque élevé).

La perception du risque associé aux centrales nucléaires par les leaders est significativement plus importante qu'en juin 2007

Les leaders d'opinion ne sont plus que 44 % à considérer ce risque comme faible, soit 21 points de moins qu'en 2007. De manière symétrique, ils sont deux fois plus nombreux par rapport à juin 2007 à considérer ce risque élevé pour les Français (12 % en 2007 contre 24 % aujourd'hui). La catastrophe de Fukushima les a donc fortement marqués.

De même, leur perception du risque associé aux déchets radioactifs se dégrade. Auparavant, une majorité d'entre eux (52 %) considérait ce risque comme faible pour les Français ; ils ne sont plus, en 2010, que 40 %. En revanche, en ce qui concerne les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, la tendance s'inverse : en 2007, ils étaient nombreux à ne pas s'en inquiéter (47 %) et ils le sont encore plus cette année (57 %).

En dehors du domaine nucléaire, trois situations parmi les onze restantes enregistrent des évolutions significatives. Une d'entre elles est jugée comme étant à risques plus élevés qu'en 2007 : les produits alimentaires (+ 12 points de risques élevés). Deux sont jugées comme comportant moins de risques : le terrorisme (- 14 points de risques élevés) et la canicule (+ 11 points de risques faibles).

Leaders et public convergent pour le classement des situations à risques selon leur importance, à quelques exceptions notables près

Comme en 2007, pour l'ensemble des risques évoqués par l'enquête, il ressort que les leaders d'opinion et le public utilisent de manière différente l'échelle de notation pour se prononcer sur le risque d'une situation. Ainsi, le public a en moyenne une perception du niveau de risque élevé de 18 points plus forte que les leaders d'opinion.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'ordonner les situations de la moins redoutée à la plus redoutée, leaders d'opinion et public se retrouvent, à quelques exceptions près. Ainsi, ils considèrent tous deux la pollution atmosphérique ou du sol et les déchets chimiques comme les risques les plus élevés (environ 40 % de réponses « élevés » pour les leaders, 60 % pour le public).

Le bruit est la situation la plus notable qui les oppose : les leaders le placent en 3^e position des risques élevés ; le public le rejette en bas du classement, en 12^e position. Par ailleurs, le public rattache au trio de tête les déchets radioactifs (60 % de risque élevé) alors que les leaders les en éloignent (- 10 points par rapport au score du trio de tête : 30 %, 5^e position). De même, les centrales nucléaires inquiètent plus le public que les leaders, avec une différence de 3 places (5^e et 8^e). Ces oppositions étaient plus prononcées en 2007 mais subsistent et sont sans doute sous-estimées ici puisque la perception de ce risque par le public sera vraisemblablement aggravée après l'accident nucléaire du Japon¹.

1.

Rappelons que l'enquête du Baromètre IRSN auprès du public a eu lieu avant l'accident nucléaire de Fukushima et celles des leaders, juste après. L'écart entre public et leaders sur leur perception des risques liés aux centrales nucléaires est donc vraisemblablement sous-estimé.

Plus loin dans le classement, une situation oppose les leaders et le public, avec des écarts de 3 places dans le classement : les antennes de réseau pour téléphones portables, qui inquiètent un peu plus le public (10^e, contre 13^e pour les leaders). En 2007, elles s'opposaient un peu moins.

Par ailleurs, le terrorisme, que les leaders d'opinion plaçaient en 2^e position et le public en 7^e position en 2007, mobilise aujourd'hui les deux groupes de manière semblable. La canicule suit la même tendance ; les leaders s'en inquiètent beaucoup moins.

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« DANS CHACUN DES DOMAINES SUIVANTS, CONSIDÉREZ-VOUS QUE LES RISQUES POUR LES FRANÇAIS EN GÉNÉRAL SONT QUASI NULS, FAIBLES, MOYENS, ÉLEVÉS OU TRÈS ÉLEVÉS ? »

	(en %)	2007	2011		(en %)	2007	2011
Les déchets radioactifs				Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl			
Quasi nuls		18	10	Quasi nuls		18	25
Faibles		34	30	Faibles		29	32
<i>Sous-total faibles</i>		<i>52</i>	<i>40</i>	<i>Sous-total faibles</i>		<i>47</i>	<i>57</i>
Moyens		24	29	Moyens		30	22
<i>Sous-total élevés</i>		<i>24</i>	<i>30</i>	<i>Sous-total élevés</i>		<i>22</i>	<i>21</i>
Élevés		17	21	Élevés		19	17
Très élevés		7	9	Très élevés		3	4
Ne sait pas		1	1	Ne sait pas		1	0
La pollution atmosphérique				Le terrorisme			
Quasi nuls		1	1	Quasi nuls		2	4
Faibles		15	18	Faibles		15	28
<i>Sous-total faibles</i>		<i>16</i>	<i>19</i>	<i>Sous-total faibles</i>		<i>17</i>	<i>32</i>
Moyens		38	42	Moyens		41	40
<i>Sous-total élevés</i>		<i>46</i>	<i>39</i>	<i>Sous-total élevés</i>		<i>42</i>	<i>28</i>
Élevés		38	36	Élevés		32	25
Très élevés		8	3	Très élevés		10	3
Ne sait pas		0	0	Ne sait pas		0	0
Les centrales nucléaires				Les OGM (organismes génétiquement modifiés)			
Quasi nuls		21	11	Quasi nuls		21	17
Faibles		44	33	Faibles		33	30
<i>Sous-total faibles</i>		<i>65</i>	<i>44</i>	<i>Sous-total faibles</i>		<i>54</i>	<i>47</i>
Moyens		23	31	Moyens		22	29
<i>Sous-total élevés</i>		<i>12</i>	<i>24</i>	<i>Sous-total élevés</i>		<i>21</i>	<i>22</i>
Élevés		8	17	Élevés		17	16
Très élevés		4	7	Très élevés		4	6
Ne sait pas		0	0	Ne sait pas		3	2
Les produits alimentaires				Les installations chimiques			
Quasi nuls		20	14	Quasi nuls		4	4
Faibles		41	30	Faibles		29	24
<i>Sous-total faibles</i>		<i>61</i>	<i>44</i>	<i>Sous-total faibles</i>		<i>33</i>	<i>28</i>
Moyens		32	37	Moyens		38	43
<i>Sous-total élevés</i>		<i>7</i>	<i>19</i>	<i>Sous-total élevés</i>		<i>29</i>	<i>28</i>
Élevés		7	18	Élevés		25	25
Très élevés		0	1	Très élevés		4	3
Ne sait pas		0	0	Ne sait pas		0	1
Les déchets chimiques				Les incinérateurs de déchets ménagers			
Quasi nuls		5	5	Quasi nuls		12	12
Faibles		23	20	Faibles		29	30
<i>Sous-total faibles</i>		<i>28</i>	<i>25</i>	<i>Sous-total faibles</i>		<i>41</i>	<i>42</i>
Moyens		40	38	Moyens		40	35
<i>Sous-total élevés</i>		<i>32</i>	<i>37</i>	<i>Sous-total élevés</i>		<i>18</i>	<i>21</i>
Élevés		27	34	Élevés		15	17
Très élevés		5	4	Très élevés		3	4
Ne sait pas		0	1	Ne sait pas		1	2

(en %) 2007 2011

Les antennes de réseau pour téléphones portables

Quasi nuls	21	20
Faibles	40	35
<i>Sous-total faibles</i>	<i>61</i>	<i>55</i>
Moyens	26	26
<i>Sous-total élevés</i>	<i>10</i>	<i>13</i>
Élevés	8	12
Très élevés	2	1
Ne sait pas	3	6

Les radiographies médicales

Quasi nuls	23	21
Faibles	44	47
<i>Sous-total faibles</i>	<i>67</i>	<i>68</i>
Moyens	26	23
<i>Sous-total élevés</i>	<i>6</i>	<i>6</i>
Élevés	6	6
Très élevés	0	0
Ne sait pas	1	3

Le bruit

Quasi nuls	3	4
Faibles	22	23
<i>Sous-total faibles</i>	<i>25</i>	<i>27</i>
Moyens	40	39
<i>Sous-total élevés</i>	<i>35</i>	<i>34</i>
Élevés	30	31
Très élevés	5	3
Ne sait pas	0	0

La pollution des sols

Quasi nuls	5	3
Faibles	17	15
<i>Sous-total faibles</i>	<i>22</i>	<i>18</i>
Moyens	41	43
<i>Sous-total élevés</i>	<i>37</i>	<i>39</i>
Élevés	31	34
Très élevés	6	5
Ne sait pas	0	0

La canicule

Quasi nuls	13	20
Faibles	35	40
<i>Sous-total faibles</i>	<i>48</i>	<i>60</i>
Moyens	34	30
<i>Sous-total élevés</i>	<i>17</i>	<i>9</i>
Élevés	15	8
Très élevés	2	1
Ne sait pas	1	1

LES RÉPONSES DES LEADERS COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

Les leaders d'opinion ont en moyenne, par rapport au grand public, une perception plus mesurée de l'ensemble des risques auxquels sont exposés les Français.

Tableau récapitulatif des % de risques jugés « élevés » à la question : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? »

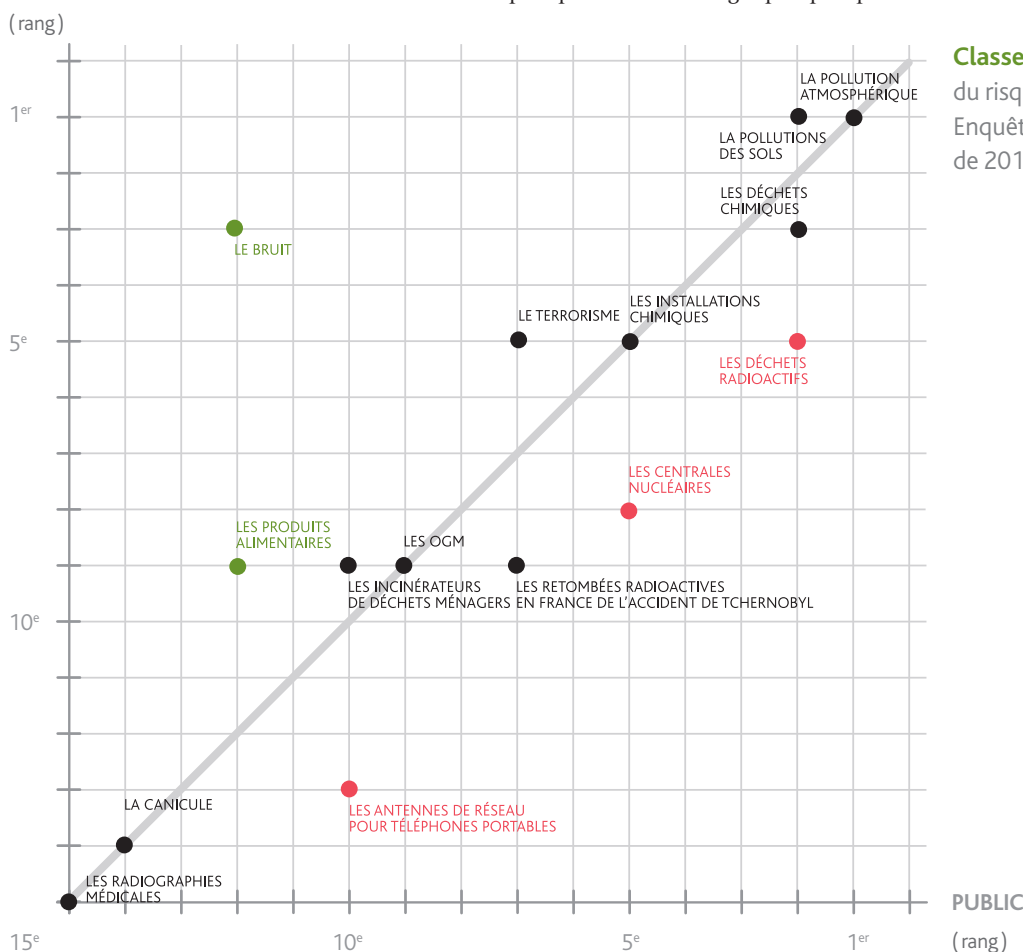
% de risque jugé « élevé »	LEADERS	PUBLIC
(base)	404 en 2011	1 009 en 2010
La pollution des sols	39	60
La pollution atmosphérique	39	65
Les déchets chimiques	38	61
Le bruit	34	30
Les déchets radioactifs	30	60
Les installations chimiques	28	50
Le terrorisme	28	47
Les centrales nucléaires	24	48
Les OGM (organismes génétiquement modifiés)	22	41
Les incinérateurs de déchets ménagers	21	35
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl	21	46
Les produits alimentaires	19	31
Les antennes de réseau pour téléphones portables	13	35
La canicule	9	19
Les radiographies médicales	6	15
% minimum	6	15
% maximum	39	65
Moyenne	25	43
Écart type	10	15

La quasi-totalité des situations enregistre des différences significatives de perception du niveau de risque entre les deux échantillons : 18 points de plus en moyenne chez le public pour les modalités de réponse « élevés ».

Public et leaders d'opinion se rejoignent à quelques exceptions près lorsqu'il s'agit d'ordonner les situations de la moins redoutée à la plus redoutée.

Pour s'affranchir de leur utilisation différente de l'échelle de notation, on s'intéresse au classement des 15 situations à risques par les leaders et par le public. Pour ce faire, elles ont été ordonnées de la moins redoutée à la plus redoutée sur la base des pourcentages de risques élevés (somme des « élevés » et « très élevés »). Les situations obtenant des % de risques élevés égaux (une fois le chiffre de l'unité arrondi au chiffre le plus proche de 0 ou 5) ont obtenu un rang égal. Le même classement est effectué pour le public. Ces deux classements sont mis en perspective dans le graphique qui suit.

LEADERS



Sur l'axe horizontal est reportée la place de chaque situation dans le classement du public ; sur l'axe vertical, sa place dans celui des leaders d'opinion.

Les situations sur la diagonale obtiennent le même classement dans les deux échantillons. C'est le cas des radiographies médicales, qui sont la situation jugée la moins dangereuse parmi les 15 situations proposées pour le public comme pour les leaders.

Surlignées en vert ou en rouge, les situations dont l'écart de classement est de plus ou moins trois rangs entre les deux groupes. En vert, celles que les leaders craignent plus que le public : le bruit, les produits alimentaires, qui sont plus dangereux du point de vue des leaders. En rouge, les situations qui sont les plus redoutées par le public : les antennes de réseau pour téléphones portables, les centrales nucléaires et les déchets radioactifs.

REGARDS

SUR L'EXPERTISE

DES LEADERS

CHAPITRE 1

Le rôle des experts scientifiques

20-21

CHAPITRE 2

La diffusion et les freins des résultats d'une expertise

22-25

CHAPITRE 3

La perception des structures pluralistes

26-33

LE RÔLE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

CHAPITRE 1

Le jugement des leaders d'opinion est globalement très stable : le rôle des experts scientifiques doit se focaliser sur l'évaluation

Par rapport à juin 2007, ils sont encore plus nombreux cette année à être d'accord sur le fait que les experts doivent être chargés d'évaluer les risques sans décider des orientations à prendre (86 %, + 8 points) et que les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques (46 %, + 5 points).

Les leaders défendent plus que le public le principe que les experts rendent compte de leurs points de désaccord

Sur les trois questions communes avec le Baromètre IRSN de fin 2010, une seule remporte plus de suffrages chez les leaders : 95 % d'entre eux sont d'accord pour dire que « *dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord* », contre 80 % du public.

Pour les deux autres, le public reste toujours plus nombreux à choisir la réponse « *d'accord* ».

> « *En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes* » : 72 % du public ; 61 % des leaders ;

et

> « *Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques* » : 55 % du public ; 45 % des leaders.

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« JE VAIS VOUS CITER UN CERTAIN NOMBRE DE PROPOSITIONS RELATIVES AU RÔLE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES. VEUILLEZ ME DONNER VOTRE AVIS SELON L'ÉCHELLE SUIVANTE : PAS DU TOUT D'ACCORD, PAS TELLEMENT D'ACCORD, PEUT-ÊTRE D'ACCORD, BIEN D'ACCORD, ENTIÈREMENT D'ACCORD. »

(en %)	2007	2011	(en %)	2007	2011
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes			Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre		
Pas du tout d'accord	6	6	Pas du tout d'accord	4	2
Pas tellement d'accord	18	18	Pas tellement d'accord	7	6
Sous-total pas d'accord	24	24	Sous-total pas d'accord	11	8
Peut-être d'accord	15	14	Peut-être d'accord	11	6
Sous-total d'accord	60	61	Sous-total d'accord	78	86
Bien d'accord	23	19	Bien d'accord	23	19
Entièrement d'accord	37	42	Entièrement d'accord	55	67
Sans opinion, non-réponse	1	1	Sans opinion, non-réponse	0	0
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord			Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques		
Pas du tout d'accord	1	1	Pas du tout d'accord	12	11
Pas tellement d'accord	2	1	Pas tellement d'accord	24	22
Sous-total pas d'accord	3	2	Sous-total pas d'accord	36	33
Peut-être d'accord	4	3	Peut-être d'accord	21	20
Sous-total d'accord	91	95	Sous-total d'accord	40	45
Bien d'accord	25	18	Bien d'accord	22	23
Entièrement d'accord	66	77	Entièrement d'accord	18	22
Sans opinion, non-réponse	2	0	Sans opinion, non-réponse	2	2

LES RÉPONSES DES LEADERS COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

Tableau récapitulatif du sous-total de réponses « d'accord » à la question « Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord. »

1.

Cette question a été posée pour la dernière fois dans le Baromètre IRSN en 2008. Elle obtenait un score de 81 % de réponses « d'accord ».

% de réponses « d'accord »

(base)	LEADERS 404 en 2011	PUBLIC 1 009 en 2010
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord	95	80
Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre	86	non posée en 2010 ¹
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes	61	72
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques	45	55

LA DIFFUSION DES RÉSULTATS D'UNE EXPERTISE ET SES FREINS

CHAPITRE 2

La mise en ligne sur Internet des résultats de tous les rapports d'expertise : les leaders jugent de plus en plus utile ce mode de diffusion pour faire comprendre les décisions

Près d'un leader d'opinion sur deux (46 %) estime utile la mise en ligne des résultats, et 23 % peut-être utile.

En outre, les leaders d'opinion sont plus nombreux qu'en 2007 à être favorables à ce mode de diffusion (+ 10 points). Ils étaient à ce moment plus mitigés, voire sceptiques, sur ce type de diffusion. Aujourd'hui, ils reconnaissent autant que le public l'utilité de la diffusion de ces rapports. Toutefois, un certain nombre d'entre eux (31 %) continuent à juger inutile cette diffusion alors que seulement 19 % du public s'expriment ainsi.

Deux freins sont néanmoins relevés quant à la diffusion des résultats d'une expertise scientifique : la lutte contre le terrorisme et le secret défense

Plus des deux tiers des leaders d'opinion jugent que la lutte contre le terrorisme et le secret défense sont deux bonnes raisons pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique (respectivement 71 % et 68 % de « oui »). Ils se montrent partagés quand il existe une incertitude scientifique des résultats obtenus (55 % de « oui » et 44 % de « non »), raison dont la légitimité diminue par rapport à 2007 (62 % de « oui » et 37 % de « non »), ou dans le cadre de l'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise (51 % de « oui » et 46 % de « non »).

Les leaders d'opinion sont moins nombreux à déclarer que la propriété industrielle (41 %), le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication (34 %) et l'impossibilité d'exprimer les résultats en termes compréhensibles par le public (32 %) sont de bonnes raisons pour empêcher la diffusion des résultats. Ces deux dernières raisons sont significativement moins citées (- 9 points et - 10 points de « oui »), ce faisant ils se rapprochent des positions du public.

Le public a une position plus critique par rapport aux leaders au sujet des freins à la diffusion des résultats. Ils sont significativement plus nombreux à souligner les différents freins (environ 10 points de plus) mais leurs positions majoritaires se rejoignent, que ce soit pour trouver légitimes les freins liés au terrorisme et au secret défense ou à trouver majoritairement illégitimes les raisons liées la propriété industrielle ou aux droits du commanditaire d'une étude. À noter néanmoins que les leaders sont plus partagés que le public sur la légitimité d'une non-diffusion due aux incertitudes scientifiques (- 14 points par rapport au public) et plus nombreux à trouver légitime la raison du secret défense (+ 11 points).

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« L'EXPERTISE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES SE TRADUIT PAR DES RAPPORTS AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR QU'ELLES PUISSENT DÉCIDER D'AUTORISER OU NON L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES. POUR MIEUX COMPRENDRE LES DÉCISIONS, JUGEZ-VOUS UTILE LA MISE EN LIGNE SUR INTERNET DE TOUS CES RAPPORTS D'EXPERTISE ? »

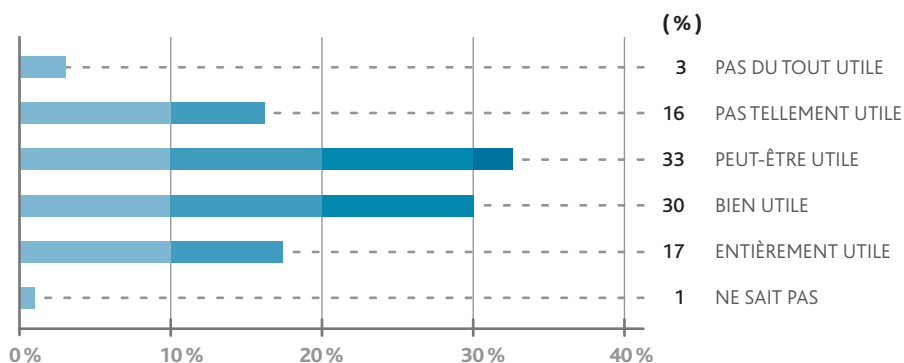
(en %)	2007	2011
Pas du tout utile	19	12
Pas tellement utile	20	19
Sous-total inutile	39	31
Peut-être utile	24	23
Sous-total utile	36	46
Bien utile	19	22
Entièrement utile	17	24
Ne sait pas	1	0

LES RÉPONSES DES LEADERS COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

Extrait du Baromètre IRSN 2011 : le libellé de la question était légèrement différent. Pour le public, il n'était pas précisé que les rapports d'expertise pourraient être diffusés sur Internet.

« L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ? »

DÉCEMBRE
2010



2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« VOICI UN CERTAIN NOMBRE DE RAISONS QUI POURRAIENT EMPÊCHER LA DIFFUSION DES RÉSULTATS D'UNE EXPERTISE SCIENTIFIQUE. POUR CHACUN DES CAS SUIVANTS, DITES-MOI SI C'EST UNE BONNE RAISON POUR EMPÊCHER LA DIFFUSION DES RÉSULTATS D'UNE EXPERTISE SCIENTIFIQUE. »

	(en %)	2007	2011		(en %)	2007	2011
La propriété industrielle				L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise			
Oui, tout à fait		21	15	Oui, tout à fait		21	16
Oui, plutôt		23	26	Oui, plutôt		30	35
Sous-total oui		44	41	Sous-total oui		51	51
Non, plutôt pas		31	29	Non, plutôt pas		27	25
Non, pas du tout		23	28	Non, pas du tout		20	22
Sous-total non		54	57	Sous-total non		47	47
Ne sait pas		2	2	Ne sait pas		2	2
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public				L'incertitude scientifique des résultats obtenus			
Oui, tout à fait		20	14	Oui, tout à fait		29	21
Oui, plutôt		22	18	Oui, plutôt		33	34
Sous-total oui		42	32	Sous-total oui		62	55
Non, plutôt pas		26	26	Non, plutôt pas		23	25
Non, pas du tout		32	41	Non, pas du tout		14	19
Sous-total non		58	67	Sous-total non		37	44
Ne sait pas		0	1	Ne sait pas		1	1
Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication				La lutte contre le terrorisme			
Oui, tout à fait		19	14	Oui, tout à fait		49	35
Oui, plutôt		24	20	Oui, plutôt		26	36
Sous-total oui		43	34	Sous-total oui		75	71
Non, plutôt pas		29	32	Non, plutôt pas		15	14
Non, pas du tout		26	32	Non, pas du tout		9	14
Sous-total non		55	64	Sous-total non		24	28
Ne sait pas		2	2	Ne sait pas		1	1
Les engagements contractuels de l'expert				Le secret défense			
Oui, tout à fait		17	12	Oui, tout à fait		45	29
Oui, plutôt		21	21	Oui, plutôt		24	39
Sous-total oui		38	33	Sous-total oui		69	68
Non, plutôt pas		29	28	Non, plutôt pas		18	18
Non, pas du tout		29	34	Non, pas du tout		12	14
Sous-total non		58	62	Sous-total non		30	32
Ne sait pas		4	5	Ne sait pas		1	0

LES RÉPONSES DES LEADERS COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

Tableau récapitulatif du sous-total de réponses « oui » à la question « Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. »

% de réponses « oui »	LEADERS	PUBLIC
(base)	404 en 2011	1 009 en 2010
La lutte contre le terrorisme	71	69
Le secret défense	68	57
L'incertitude scientifique des résultats obtenus	55	69
L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise	51	61
La propriété industrielle	41	37
Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication	34	39
Les engagements contractuels de l'expert	33	45
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public	32	46

LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

CHAPITRE 3

L'utilité de structures de dialogue réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations pour « s'occuper des situations à risques » est indéniable pour les leaders d'opinion tout comme pour le public

Les leaders d'opinion sont 82 % à juger ces structures utiles et 34 % déclarent même qu'elles sont très utiles et rejoignent ainsi le public, encore plus nombreux (91 %) à plébisciter les structures pluralistes pour « s'occuper des situations à risques ».

Selon les leaders, ces structures doivent être composées de différents profils avec en premier lieu des acteurs du monde scientifique et politique : des scientifiques du monde universitaire (98 %), des médecins (96 %), les pouvoirs publics au niveau national ou local (96 %) et des élus locaux (94 %). La participation des associations écologistes nationales (90 %) et locales (81 %), des industriels (88 %), des personnes exposées au risque (85 %), des juristes (84 %), des représentants de l'Académie des sciences (83 %) et des membres des commissions d'information (82 %) est également souhaitée dans ces structures de concertation par les leaders d'opinion. Dans une moindre mesure, mais également majoritairement souhaités par les leaders d'opinion, les citoyens (75 %), les journalistes (62 %) et les représentants des syndicats (57 %) sont présentés comme des acteurs devant prendre part à ces structures.

Par rapport à 2007, les leaders d'opinion sont plus nombreux cette année à souhaiter la présence des associations écologistes nationales (+ 5 points) et des citoyens (+ 8 points) dans ce type de structures. En revanche, ils sont moins nombreux à considérer que les journalistes et les représentants des syndicats doivent y être présents (respectivement - 11 et - 6 points).

Le public partage la conviction des leaders sur la participation de ces différents acteurs mais avec un léger recul sur les « oui ». Échappent à cette règle les personnes exposées au risque, les associations écologistes locales, les commissions locales d'information, les journalistes, qui sont légèrement plus demandés par le public (respectivement + 9, + 3 ; + 2 ; + 2 points). Du côté des leaders, les juristes et scientifiques du monde universitaire enregistrent les plus grandes différences de pourcentages avec le public (+ 14 points et + 10 points).

En ce qui concerne le classement de ces acteurs, les deux groupes se rejoignent. Ils ne s'opposent que sur la participation des personnes exposées au risque, classées à la 1^{re} place pour le public contre la 7^e pour les leaders, des associations écologistes locales (6^e ; 11^e). Inversement, les industriels (9^e ; 5^e) et les juristes (11^e ; 7^e) sont mieux classés chez les leaders, sans grande différence avec le classement de 2007.

Pour les leaders, de telles structures présenteraient des avantages quant à l'amélioration de l'expertise et à la communication des résultats ; tout comme le public, ils considèrent que ces structures constituent un réel apport dans la gouvernance des risques

Quasiment tous les leaders d'opinion déclarent que ces structures permettraient à la fois d'éclairer le décideur sur les différentes options (98 %) et d'améliorer la communication des résultats (97 %). Sont cités légèrement derrière les avantages suivants : mieux définir la question à étudier (94 %), avoir accès à des informations fiables (93 %), mieux identifier les risques (93 %), faire émerger de nouveaux points de vue et idées (92 %) et rendre plus crédible l'expertise (90 %). Ces structures permettraient également d'améliorer la qualité de l'expertise (85 %) et de contribuer à réduire les risques (83 %). Ces deux avantages ainsi que « *mieux définir la question à étudier* » progressent par rapport à 2007 (respectivement + 6, + 4 et + 7 points). Les leaders rejoignent en cela le public, pour qui le premier but de la pluralité est un outil de maîtrise et de gestion du risque.

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

« DES STRUCTURES DE DIALOGUE RÉUNISSANT DES EXPERTS SCIENTIFIQUES, DES DÉCIDEURS POLITIQUES, DES INDUSTRIELS, DES ASSOCIATIONS, DES CITOYENS ET DONT LE BUT SERAIT DE S'OCCUPER DE CERTAINES SITUATIONS À RISQUES SERAIENT, SELON VOUS... »

	(en %)	2007	2011	PUBLIC
Très utiles		34	34	
Plutôt utiles		48	48	
Sous-total utiles		82	82	91
Plutôt inutiles		13	12	
Très inutiles		4	5	
Sous-total inutiles		17	17	8
Ne sait pas		1	1	

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« PENSEZ-VOUS QUE LES ACTEURS SUIVANTS DOIVENT ÊTRE INVITÉS À PARTICIPER À CETTE STRUCTURE ? »

	(en %)	2007	2011		(en %)	2007	2011
Des médecins				Des citoyens			
Oui		96	96	Oui		67	75
Non		4	3	Non		32	24
Ne sait pas		0	1	Ne sait pas		1	1
Des représentants de l'Académie des sciences				Des industriels			
Oui		82	83	Oui		91	88
Non		17	16	Non		8	11
Ne sait pas		1	1	Ne sait pas		1	1
Des associations écologistes locales				Des personnes exposées au risque			
Oui		79	81	Oui		89	85
Non		20	19	Non		11	14
Ne sait pas		1	0	Ne sait pas		0	1
Des associations écologistes nationales				Des membres des commissions d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)			
Oui		85	90	Oui		80	82
Non		14	9	Non		15	14
Ne sait pas		1	1	Ne sait pas		5	4
Des représentants des syndicats				Des scientifiques du monde universitaire			
Oui		63	57	Oui		95	98
Non		36	42	Non		4	2
Ne sait pas		1	1	Ne sait pas		1	0
Des journalistes				Des juristes			
Oui		73	62	Oui		82	84
Non		26	37	Non		17	16
Ne sait pas		1	1	Ne sait pas		1	1
Des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalités...)				Des pouvoirs publics au niveau national ou local			
Oui		93	94	Oui		98	96
Non		6	6	Non		2	4
Ne sait pas		1	0	Ne sait pas		0	0

2007-2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« ET QUELS SERAIENT SELON VOUS LES AVANTAGES DE TELLES STRUCTURES ? »

(en %)	2007	2011	(en %)	2007	2011
Contribuer à réduire les risques			Améliorer la qualité de l'expertise		
Oui, tout à fait	39	38	Oui, tout à fait	41	44
Oui, plutôt	40	45	Oui, plutôt	38	41
Sous-total oui	79	83	Sous-total oui	79	85
Non, plutôt pas	17	14	Non, plutôt pas	17	13
Non, pas du tout	4	3	Non, pas du tout	4	2
Sous-total non	21	17	Sous-total non	21	15
Ne sait pas	0	0	Ne sait pas	0	0
Avoir accès à des informations fiables			Mieux définir la question à étudier		
Oui, tout à fait	48	45	Oui, tout à fait	48	47
Oui, plutôt	44	48	Oui, plutôt	38	46
Sous-total oui	92	93	Sous-total oui	86	93
Non, plutôt pas	7	6	Non, plutôt pas	12	6
Non, pas du tout	1	0	Non, pas du tout	2	1
Sous-total non	8	6	Sous-total non	14	7
Ne sait pas	0	1	Ne sait pas	0	0
Mieux identifier les risques			Améliorer la communication des résultats		
Oui, tout à fait	48	49	Oui, tout à fait	61	58
Oui, plutôt	44	44	Oui, plutôt	35	39
Sous-total oui	92	93	Sous-total oui	96	97
Non, plutôt pas	6	7	Non, plutôt pas	3	2
Non, pas du tout	2	0	Non, pas du tout	1	1
Sous-total non	8	7	Sous-total non	4	3
Ne sait pas	0	0	Ne sait pas	0	0
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées			Rendre plus crédible l'expertise		
Oui, tout à fait	54	50	Oui, tout à fait	54	50
Oui, plutôt	39	42	Oui, plutôt	39	40
Sous-total oui	93	92	Sous-total oui	93	90
Non, plutôt pas	5	7	Non, plutôt pas	5	8
Non, pas du tout	2	1	Non, pas du tout	2	2
Sous-total non	7	8	Sous-total non	7	10
Ne sait pas	0	0	Ne sait pas	0	0
Éclairer le décideur sur les différentes options					
Oui, tout à fait	58	57			
Oui, plutôt	37	41			
Sous-total oui	95	98			
Non, plutôt pas	3	1			
Non, pas du tout	1	1			
Sous-total non	4	2			
Ne sait pas	1	0			

(Base pour les 2 graphiques : les 333 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation ; ils étaient 325 en 2007)

LES RÉPONSES DES LEADERS COMPARÉES À CELLES DU PUBLIC

Pour les leaders et le public, les structures pluralistes doivent être composées de différents profils avec en premier lieu des acteurs du monde scientifique et politique.

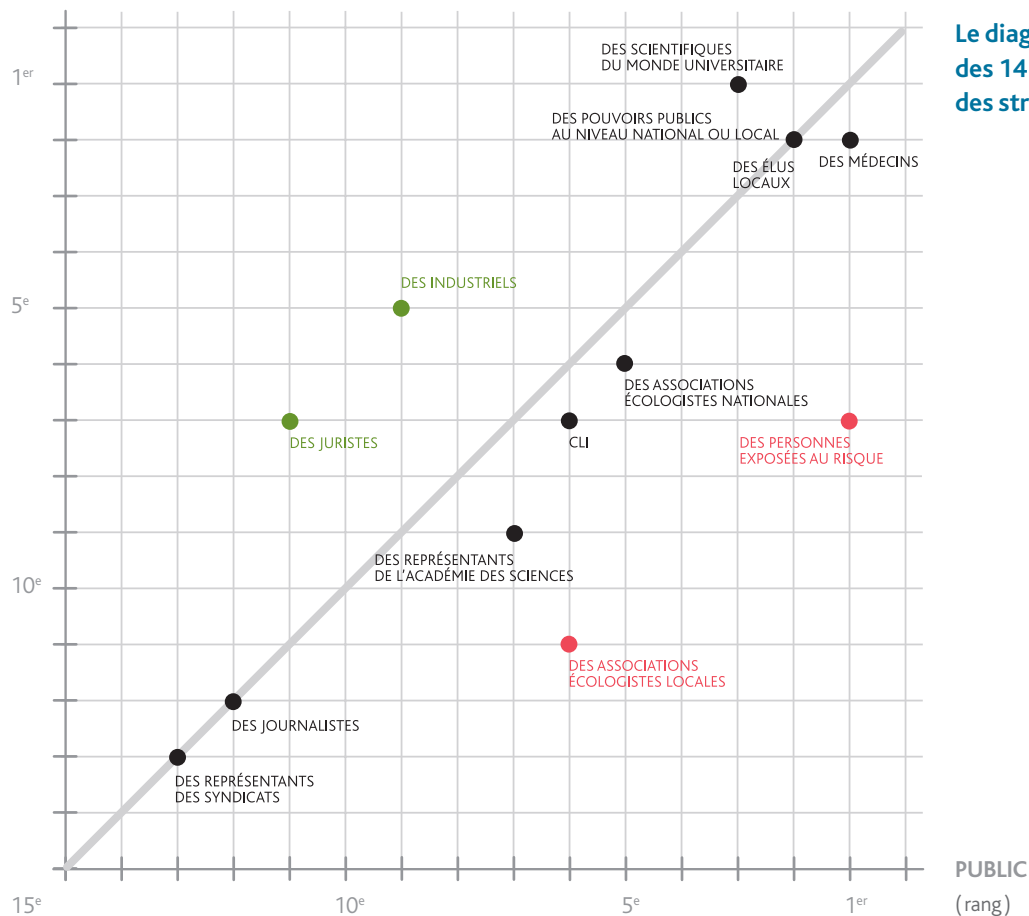
Tableau récapitulatif du % de « oui » à la question « Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure ? »

(Base : les 333 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation ; les 919 personnes du public jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

% de réponses « oui »	LEADERS	PUBLIC
(base)	333	919
Autour de 95 %		
Des scientifiques du monde universitaire	98	88
Des pouvoirs publics au niveau national ou local	96	88
Des médecins	96	94
Autour de 90 %		
Des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalités...)	94	89
Des associations écologistes nationales	90	83
Des industriels	88	81
Des personnes exposées au risque	85	94
Autour de 80 %		
Des juristes	84	70
Des représentants de l'Académie des sciences	83	79
Des membres des commissions d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)	83	85
Des associations écologistes locales	81	84
Autour de 70 %		
Des citoyens	75	(non proposé)
Autour de 60 %		
Des journalistes	63	65
Des représentants des syndicats	57	52

LEADERS

(rang)

Le diagramme leaders-public
des 14 acteurs à inviter dans
des structures pluralistes

Chaque acteur est rangé en fonction de son classement obtenu aux pourcentages de « oui » à la question « Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure ? » par le public (axe horizontal) et par les leaders (axe vertical). Pour mieux évaluer ces classements, les acteurs obtenant des % égaux (une fois le chiffre des unités arrondis au chiffre le plus proche de 0 ou 5) ont obtenu un rang égal. On obtient alors le graphique suivant, où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale sont positionnés ceux qui obtiennent le même rang par le public et par les leaders. Au-dessus de la diagonale, ceux auxquels les leaders accordent plus d'importance; en dessous de la diagonale, ceux auxquels le public accorde plus d'importance. En rouge et vert, les situations dont l'écart de classement est de plus ou moins trois rangs entre les deux groupes.

Tableau récapitulatif du % de «oui» à la question «*Et quels seraient selon vous les avantages de telles structures ?*»

(Base : les 333 leaders jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

% de réponses «oui»	2011	CLASSEMENT ¹
95 % et plus		
Éclairer le décideur sur les différentes options	98	1 ^{er}
Améliorer la communication des résultats	97	1 ^{er}
Entre 90 % et 95 %		
Mieux définir la question à étudier	94	3 ^e
Avoir accès à des informations fiables	93	3 ^e
Mieux identifier les risques	93	3 ^e
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	92	3 ^e
Rendre plus crédible l'expertise	90	3 ^e
Entre 80 % et 90 %		
Améliorer la qualité de l'expertise	85	8 ^e
Contribuer à réduire les risques	83	8 ^e

1.

Le classement a été effectué à partir des pourcentages arrondis à la dizaine. Les *ex aequo* obtiennent la même place.

Extrait du Baromètre IRSN 2011

les modalités de réponse étaient différentes. La personne interrogée choisissait deux avantages parmi ceux proposés. Ce sont les résultats cumulés qui sont présentés ici.

(Base : 919 personnes jugeant utile la mise en place de structures de concertation)

% de réponses « oui »	2010	CLASSEMENT ¹
Autour de 40 %		
Mieux identifier les risques	39	1 ^{er}
Contribuer à réduire les risques	38	1 ^{er}
Autour de 20 %		
Avoir accès à des informations fiables	26	3 ^e
Améliorer la qualité de l'expertise	22	4 ^e
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20	4 ^e
Améliorer la communication des résultats	17	4 ^e
Rendre plus crédible l'expertise	16	4 ^e
Autour de 10 %		
Éclairer le décideur sur les différentes options	14	8 ^e
Mieux définir la question à étudier	12	8 ^e
Ne sait pas	0	

1.

Le classement a été effectué à partir des pourcentages arrondis à la dizaine. Les *ex aequo* obtiennent la même place.

APRÈS FUKUSHIMA, LES AVIS DES LEA

ET
L'AUDIT DE SÛRETÉ

PARTIE 3

DETERS

SUR
L'INFORMATION

APRÈS FUKUSHIMA, LES AVIS DES LEADERS SUR L'INFORMATION ET L'AUDIT DE SÛRETÉ

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, les leaders jugent qu'il est important :

- > d'informer les Français au fur et à mesure de la crise de la manière la plus complète possible,
- > d'impliquer le public dans l'expertise menée,
- > de faire réaliser l'évaluation par un groupe d'experts français et internationaux.

En effet, la majorité des leaders d'opinion estime qu'il est préférable d'informer les Français de la manière la plus complète au fur et à mesure de la crise (59 %), plutôt que de diffuser un document pédagogique de synthèse scientifique (38 %).

De plus, les leaders d'opinion considèrent « *prioritaire* » ou « *important mais pas prioritaire* » à 89 % de répondre à toutes les questions posées par le public, à 85 % de construire l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société et à 82 % de prendre en compte les questions posées par le public pour nourrir l'expertise.

Enfin, les leaders d'opinion feront davantage confiance à une expertise menée par un groupe d'experts français et internationaux (80 %) que par les seuls organismes d'État en charge du contrôle en France (16 %).

De manière cohérente avec leur avis analysé au chapitre précédent sur l'utilité des structures pluralistes, c'est une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires qu'ils plébiscitent

2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« APRÈS UN ACCIDENT NUCLÉAIRE COMME CELUI DU JAPON, AFIN D'INFORMER AU MIEUX LES FRANÇAIS, VOUS SEMBLE-T-IL PRÉFÉRABLE DE... ? »

	(en %)	2011
Diffuser des éléments d'information disponibles les plus complets possibles au fur et à mesure du déroulement de la crise	59	
Diffuser une information pédagogique de synthèse scientifique dès qu'elle pourra être produite	37	
Ne sait pas	4	

2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« SUITE À CET ACCIDENT, LE PREMIER MINISTRE A DÉCIDÉ DE CONDUIRE UN AUDIT DU NIVEAU DE SÛRETÉ DE CHACUN DES 58 RÉACTEURS FRANÇAIS À LA LUMIÈRE DES ANALYSES DE L'ACCIDENT JAPONAIS. JE VAIS VOUS CITER DES ENGAGEMENTS QUE POURRAIENT PRENDRE LES RESPONSABLES DE CETTE ÉVALUATION. DITES-MOI, POUR CHACUN D'EUX, S'IL VOUS PARAÎT PRIORITAIRE, IMPORTANT MAIS PAS PRIORITAIRE OU SECONDAIRE. »

	(en %)	2011
S'engager à répondre à toutes les questions posées par le public		
Prioritaire	48	
Important mais pas prioritaire	41	
Secondaire	11	
Ne sait pas	0	
Construire l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société porteurs des préoccupations du public		
Prioritaire	40	
Important mais pas prioritaire	45	
Secondaire	14	
Ne sait pas	1	
Nourrir son expertise des questions posées par le public		
Prioritaire	34	
Important mais pas prioritaire	48	
Secondaire	18	
Ne sait pas	0	

2011, LES RÉPONSES DES LEADERS À LA QUESTION

« POUR LA RÉALISATION DE CET AUDIT, AURIEZ-VOUS PLUS CONFIANCE EN UNE EXPERTISE MENÉE PAR : »

	(en %)	2011
Un groupe d'experts français et internationaux	80	
Les organismes d'État en charge du contrôle en France	16	
Ne sait pas	5	

Tous droits réservés IRSN

Juin 2011

Conception graphique : Bug
Imprimé avec des encres végétales,
sur Satimat green,
papier contenant 60% de fibres
recyclées et certifié FSC registered.



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Défense, de l'Environnement, de l'Industrie, de la Recherche et de la Santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situation normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN a un budget d'environ 300 millions d'euros dont près de 50 % dédié à la recherche.

Siège social

31, avenue de la Division Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr